



HAUTE-SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°74-2022-015

PUBLIÉ LE 20 JANVIER 2022

Sommaire

74_DDT_Direction départementale des territoires de Haute-Savoie / Direction départementale des territoires de Haute-Savoie-STEM

74-2022-01-19-00004 - Arrêté préfectoral n° DDT-2022-0259 portant renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière «CFCR VINDRET» situé 1 Place du Maquis des Glières 74160 SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS, Monsieur Jérôme VINDRET (2 pages)

Page 3

74-2022-01-19-00005 - Arrêté préfectoral n° DDT-2022-0262 portant renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière «CFCR VINDRET», situé 39 avenue de Verdun 74100 ANNEMASSE, Monsieur Jérôme VINDRET (2 pages)

Page 6

SGCD / Pôle accueil courrier

74-2022-01-20-00005 - SGCD SLI PAC 2022 002 portant délégation de signature aux cadres de la direction du cabinet (4 pages)

Page 9

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-01-19-00004

Arrêté préfectoral n° DDT-2022-0259 portant
renouvellement d agrément pour l exploitation
d un établissement d enseignement, à titre
onéreux, de la conduite des véhicules à moteur
et de la sécurité routière«CFCR VINDRET» situé
1 Place du Maquis des Glières 74160
SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS, Monsieur Jérôme
VINDRET



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service transition, énergétique et mobilités

Cellule éducation routière

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 19 janvier 2022

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022-0259

**portant renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement,
à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière**

VU le code de la route, notamment ses articles R.213-1 et suivants ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 03 mai 2021, portant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n° DDT-2021-1357 du 04 novembre 2021 de subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU la demande déposée le 18 janvier 2022 par Monsieur Jérôme VINDRET, en vue de renouveler son agrément n° E 02 074 1610 0 l'autorisant à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière «CFCR VINDRET», situé 1 Place du Maquis des Glières – 74160 SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS ;

CONSIDÉRANT que la demande remplit les conditions réglementaires ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Jérôme VINDRET est autorisé à exploiter, sous le n° E 02 074 1610 0, l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : raymond.excoffier@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

dénommé « CFCR VINDRET », situé 1 Place du Maquis des Glières -- 74160 SAINT-JULIEN-EN-GNEVOIS.

Article 2 : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la signature du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant, présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

Article 3 : L'établissement est habilité, au vu des pièces justificatives fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : B.

Article 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 5 : Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Article 9 : Monsieur le directeur départemental des territoires et Madame la déléguée à la cellule éducation routière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Jérôme VINDRET.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental des territoires,
la déléguée à l'éducation routière,



Éléonore RICHARD

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2022-01-19-00005

Arrêté préfectoral n° DDT-2022-0262 portant
renouvellement d'agrément pour l'exploitation
d'un établissement d'enseignement, à titre
onéreux, de la conduite des véhicules à moteur
et de la sécurité routière «CFCR VINDRET», situé
39 avenue de Verdun 74100 ANNEMASSE,
Monsieur Jérôme VINDRET



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service transition énergétique et mobilités

Cellule éducation routière

Le préfet de la Haute-Savoie

Annczy, le 19 janvier 2022

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2022-0262

**portant renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement,
à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière**

VU le code de la route, notamment ses articles R.213-1 et suivants ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 03 mai 2021, portant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n° DDT-2021-1357 du 04 novembre 2021 de subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU la demande déposée le 18 janvier 2022 par Monsieur Jérôme VINDRET, en vue de renouveler son agrément n° E 02 074 1025 0 l'autorisant à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière «CFCR VINDRET», situé 39 avenue de Verdun – 74100 ANNEMASSE ;

CONSIDÉRANT que la demande remplit les conditions réglementaires ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Jérôme VINDRET est autorisé à exploiter, sous le n° E 02 074 1025 0, l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé « CFCR VINDRET », situé 39 avenue de Verdun – 74100 ANNEMASSE.

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annczy cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : raymond.excoffier@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

Article 2 : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la signature du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant, présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

Article 3 : L'établissement est habilité, au vu des pièces justificatives fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : B.

Article 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 5 : Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Article 9 : Monsieur le directeur départemental des territoires et Madame la déléguée à la cellule éducation routière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Jérôme VINDRET.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental des territoires,
la déléguée à l'éducation routière,


Eléonore RICHARD

SGCD

74-2022-01-20-00005

SGCD SLI PAC 2022 002 portant délégation de signature aux cadres de la direction du cabinet



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
commun départemental**

Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Annecy, le 20 janvier 2022

ARRETE N° SGCD/SLI/PAC/2022-002

portant délégation de signature aux cadres de la direction du cabinet

VU le code de justice administrative et notamment ses articles R.414-1 et suivants et R.611-8-2 et suivants ;

VU les dispositions de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2002.1770 du 29 juillet 2002 portant création de la commission de sécurité de l'arrondissement d'Annecy ;

VU l'arrêté n°PREF/DRHB/BOA/2020-082 du 16 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures de la Haute-Savoie

VU les décisions préfectorales nommant les agents à la direction du cabinet de la préfecture de la Haute-Savoie ;

SUR proposition de M. le secrétaire général,

Rue du 30^{ème} régiment d'infanterie - BP 2332 -
74034 Annecy cedex
TEL : 04 50 33 60 00
MÉL : sgc-courrier@haute-savoie.gouv.fr
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

1/4

Préfecture labellisée Qual-e-Pref
depuis le 18 décembre 2019.
Modules 1 et 7 : Relation générale avec
les usagers & Communication
d'urgence en cas d'événement majeur



ARRETE

Article 1 Délégation de signature est donnée à Mme Joanna PELLUET, attachée d'administration de l'État, cheffe du bureau de la représentation et de la communication de l'État, à l'effet de signer tous les documents relevant des attributions de son bureau, à l'exclusion :

- des arrêtés préfectoraux,
- des correspondances adressées aux administrations centrales, aux parlementaires et au président du conseil départemental,
- des circulaires aux maires et chefs de service.

Mme Amandine THUAULT, attachée d'administration de l'État, adjointe à la cheffe du bureau de la représentation et de la communication de l'État, est également autorisée à signer tous les documents relevant des attributions de son bureau, à l'exclusion des documents ci-dessus mentionnés de manière limitative.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à Mme Ouarda NUTTE, attachée d'administration de l'État, cheffe du bureau de la sécurité intérieure, à l'effet de signer tous les documents relevant des attributions de son bureau, à l'exclusion :

- des correspondances adressées aux administrations centrales, aux parlementaires et au président du conseil départemental,
- des circulaires aux maires et chefs de service,
- des décisions d'octroi du concours de la force publique,
- des décisions relatives aux hospitalisations sans consentement,
- des arrêtés préfectoraux.

Mme Ouarda NUTTE est habilitée à signer :

- les récépissés des déclarations relatives aux manifestations et réunions sur la voie publique, et aux rassemblements à caractère récréatif, culturel, et festif à caractère musical,
- les avis rendus après enquêtes administratives en application de l'article 17-1 de la loi n° 95.73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et les réponses aux consultations du fichier judiciaire national des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) en application de l'article L.706-53-7 du code de procédure pénale,
- les demandes d'escorte et de garde des détenus de la maison d'arrêt de Bonneville hospitalisés.

Mme Sophie LAROCHE, attachée d'administration de l'État, cheffe du pôle prévention de la délinquance et de la radicalisation et M. Vincent PITAUD, chef du pôle ordre public, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Ouarda NUTTE, sont également autorisés à signer tous les documents relevant des attributions du bureau de la sécurité intérieure, à l'exclusion des documents ci-dessus mentionnés de manière limitative.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à Mme Laurene FAURE, attachée d'administration de l'État, cheffe du bureau des polices administratives, à l'effet de signer tous les documents relevant des attributions de son bureau, à l'exclusion :

- des correspondances adressées aux administrations centrales, aux parlementaires et au président du conseil départemental,
- des circulaires aux maires et chefs de service,
- et des arrêtés préfectoraux relevant des attributions de son bureau, à l'exception de ceux relatifs aux restrictions du droit à conduire.

Mme Laurene FAURE est habilitée à signer :

- les arrêtés de suspension du permis de conduire pour infraction au code de la route et ceux portant suspension du permis de conduire pour raisons médicales,
- les récépissés de remise de permis de conduire invalidé pour solde de points nuls,
- les visas de port d'armes et les visas des cartes d'agents de police municipale,
- les autorisations de reconstitution de stock de munitions des polices municipales,
- les habilitations de formateur chiens dangereux de 1ère catégorie et de 2ème catégorie,
- les récépissés de dépôt des dossiers de création des systèmes de vidéo-protection,
- les décisions de transfert d'une licence 2 ou 3 ou 4, en application de l'article L3332-11 du code de la santé publique,
- Les décisions relatives à la délivrance et au renouvellement des autorisations de détention d'armes de catégorie B
 - aux membres des associations de tir sportif,
 - à titre de défense,
- les récépissés de déclaration d'acquisition d'armes de catégories C,
- les décisions relatives aux cartes européennes d'armes à feu,
- les récépissés de déclaration de commerce d'armes et de munitions pour tout le département de la Haute-Savoie,

M. Benoît BRASSART, attaché d'administration de l'État, chef du pôle armes, est également autorisé à signer tous les documents relevant des attributions du bureau des polices administratives, à l'exclusion des documents ci-dessus mentionnés de manière limitative.

Mme Sindy LEGRAND, secrétaire administrative de classe normale, cheffe du pôle sécurité routière, est également autorisée à signer les arrêtés de suspension du permis de conduire pour infraction au code de la route et ceux portant suspension du permis de conduire pour raisons médicales, ainsi que les récépissés de remise de permis de conduire invalidé pour solde de points nuls.

Article 5: Délégation de signature est donnée à Mme Mélanie FATMI, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC), à l'effet de signer les documents relevant des attributions de son service, à l'exclusion :

- des arrêtés préfectoraux,
- des correspondances adressées aux administrations centrales, aux parlementaires et au président du conseil départemental,
- des circulaires aux maires et chefs de service

Mme Mélanie FATMI est habilitée à signer :

- les convocations, correspondances et procès verbaux et avis de la commission consultative départementale pour la sécurité et l'accessibilité (CCDSA), de la sous-commission départementale contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP – IGH, de la commission de sécurité de l'arrondissement d'Annecy, et de la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes ;
- les actes et décisions en matière de sécurité civile et de premiers secours ;

- les actes et décisions administratives relatives à l'acquisition, la détention, le stockage et l'emploi des produits et substances explosives, ainsi que des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre.
- les récépissés des déclarations de manifestations sportives non soumises à autorisation ;
- les actes relatifs au brevet national pisteur secouriste (options ski alpin et ski nordique, 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} degrés) :
 - organisation et présidence du jury d'examen,
 - délivrance des diplômes.

Délégation de signature est donnée à M. Maxime DELOLME, ingénieur des travaux publics de l'État, adjoint à la cheffe du SIDPC, et à M. Gaël MEMEINT, attaché d'administration de l'État, adjoint à la cheffe du SIDPC, aux fins de signer l'ensemble des documents mentionnés à l'article 5.

M. Stéphane BLANCHARD, secrétaire administratif de classe supérieur, référent risques naturels et montagne du SIDPC, est également autorisé à présider les jurys d'examen du brevet national pisteur secouriste (options ski alpin et ski nordique, 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} degrés).

Article 6 : Toutes dispositions antérieures au présent arrêté sont abrogées.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail "Télérecours", accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique – articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration).

Article 8 : M. le secrétaire général de la préfecture, Mmes et MM. les agents du ministère de l'Intérieur visés dans la présente délégation sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet

A blue ink signature, appearing to be 'Alain ESPINASSE', written over a horizontal line.

Alain ESPINASSE